

# La gauche est timide face au pouvoir monétaire !

**Denis Durand**

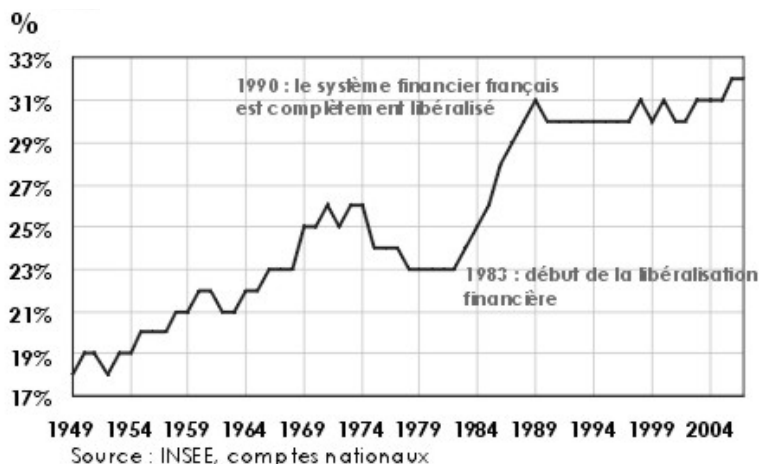
*Économiste, commission économique du PCF*

Michel Husson a insisté sur le besoin de changer la répartition des richesses. Stéphanie Treillet est allée un peu plus loin en montrant que la question doit être posée dès le stade de la répartition de la valeur ajoutée dans les entreprises. Je propose de franchir un pas supplémentaire et de nous demander comment les dirigeants du monde occidental s'y sont pris pour modifier au détriment des travailleurs la répartition de la valeur ajoutée. Ils ne l'ont pas fait par décret. C'est une multitude de choix de gestion, de choix d'investissements, de choix de gestion de «ressources humaines» qui ont favorisé des investissements ayant pour effet de substituer des équipements matériels aux emplois, de précariser les emplois, de sacrifier la formation et la recherche. On rejoint là la description qu'a faite Jean-Christophe Le Duigou.

En France, ce tournant a été particulièrement brutal. C'est en sept ou huit ans—entre 1983 et 1990, voir graphique—que la part des profits dans la valeur ajoutée a gagné 7 points. Depuis, elle est restée relativement stable. Pour imposer un tel changement en si peu de temps, il a donc fallu que les dirigeants de l'économie capitaliste disposent de leviers de pouvoir extraordinaires.

Un levier sur lequel ils se sont beaucoup appuyés a été la finance. Il est frappant d'observer que l'évolution que je viens d'évoquer est strictement concomitante avec la libéralisation financière et la prise de pouvoir par les marchés financiers. Cela s'explique : dans la finance libéralisée, les actionnaires peuvent dire à l'entreprise : si tu n'appliques pas la gestion qui répond exactement à mes exigences de rentabilité, d'un clic de souris, je retire mes capitaux... et

## France : par des profits dans la valeur ajoutée des sociétés



Allons encore un peu plus loin dans un sens qui a été également signalé dans les interventions : ce pouvoir a une dimension non seulement financière mais monétaire. On peut dater avec précision le début de la prise de pouvoir par les marchés financiers : le jour où la Réserve fédérale américaine, alors dirigée par Paul Volcker, a changé son régime de politique monétaire. Jusque-là, c'était la tradition «keynésienne» des politiques de taux d'intérêt bas pour soutenir la croissance. À partir d'octobre 1979, la FED passe à un régime où elle contrôle la quantité de monnaie qu'elle émet et laisse monter les taux d'intérêt. De ce moment, les taux d'intérêt «réels» (corrigés de l'inflation) sont devenus supérieurs au taux de croissance de l'économie, et l'avantage a été donné aux apporteurs de capitaux au détriment du secteur productif. Tout ce qui s'en est suivi en a découlé.

Il est intéressant d'observer que ces mécanismes sont peut-être liés à un phénomène politique qui a été évoqué dans les précédentes interventions. Il y a aujourd'hui une conscience que le capitalisme est en crise ; mais en même temps, il y a un sentiment d'impuissance : comment faire pour s'attaquer à ce pouvoir monstrueux de la finance qui a des effets si catastrophiques dans la vie des gens, et aussi sur l'environnement ? Peut-être ce sentiment d'impuissance est-il lié à cette sorte de tabou qui plane encore sur la finance ?

Par exemple, Francis Wurtz a convaincu le congrès du Parti de la gauche européenne de lancer une campagne pour la création d'un Fonds de développement social européen ; mais il existe des forces au sein du PGE qui ne veulent pas que ce fonds soit financé par la création monétaire de la BCE. La gauche est timide face au pouvoir monétaire !

De ce point de vue, il y aurait beaucoup à apprendre de ce que nous dit Pedro Paez. Lui n'a pas ces complexes. Il nous dit : la clé, c'est l'*empowerment*—traduisons : la conquête de pouvoirs par les travailleurs et les citoyens. Il n'a pas peur de nous dire que cette conquête de pouvoirs doit aller jusqu'au FMI, jusqu'à l'organisation du système monétaire international. Alors, que faisons-nous, en France, au moment de l'élaboration des programmes partagés pour aller à l'élection présidentielle en 2012? Que faisons-nous pour faire prévaloir des propositions qui nous permettent d'aller dans ce sens, sans attendre des échéances mythiques, électorales ou autres?

Par exemple, tout le monde ici est plus ou moins pour un pôle financier public. Mais qu'entend-on par-là? Une super-administration? L'illusion qu'on résout tous les problèmes par la seule vertu de l'étatisation des banques? Ou bien un instrument pour que les citoyens aient des pouvoirs sur la façon dont l'argent est utilisé? Pour qu'ils puissent interpellier les banques en leur disant : nous luttons pour que vous remplissiez votre tâche, pour que vous financiez les investissements dans l'emploi, la formation, la recherche au lieu d'alimenter les placements financiers. Par exemple, les régions ont des moyens d'intervention économiques. Au lieu de les gaspiller dans des aides aux entreprises dont l'effet sur l'emploi et la cohérence des territoires est contre-productif, elles devraient dès aujourd'hui les concentrer et les mobiliser dans des fonds régionaux pour l'emploi et la formation qui interviendraient, au moyen de bonifications d'intérêts ou de garanties d'emprunts, en faveur du financement bancaire des projets porteurs de sécurisation de l'emploi et de renforcement du potentiel de création de valeur ajoutée dans les territoires.

Des sujets comme celui-là mériteraient d'avoir des développements supplémentaires dans une enceinte comme celle-ci et dans bien d'autres. Qu'en pensent nos intervenants?